

Une bataille mal engagée

L'ELECTION présidentielle pourrait être une bataille de classes. Ses préparatifs présagent pourtant tout autre chose : une défaite sans combat. Ce qu'il y a de plus étrange dans cette situation, c'est que les sonnambules de la « gauche » ne peuvent ignorer qu'ils se préparent à la défaite, mais que rien ne semble pouvoir les détourner de leur chemin. Gaston Defferre, le plus cynique des sonnambules, a même exprimé le dilemme presque clairement que dans la formule « pile, de Gaulle gagne, face, je perds » ; dans son interview au *Monde* (13 avril), il a dit « Si le général de Gaulle est candidat, il sera très difficile de le battre... si c'est un des dauphins qui se présente, même soutenu par le général de Gaulle, nous verrons probablement surgir de tous côtés des candidats à la présidence. Nous risquons alors de retomber dans la rivalité des personnes, dans les combinaisons, dans des imbroglios politiques... » Peu importe qu'il affirme alors avoir le plus de chances entre les « combinards » puisqu'il dit un peu plus tard : « Il faut agir vite, ou bien se résigner à laisser les leviers de commande pour plusieurs années à l'équipe qui entoure le général de Gaulle et qui est prête à toutes les aventures pour conserver le pouvoir le jour où son ombre tutélaire ne les protégera plus ». Cette conclusion pue le défaitisme, et d'autant plus quand on considère la signification d'« agir vite ». Dans quel sens ? « Il est possible, grâce à la dynamique de la campagne présidentielle, de regrouper les forces de progrès en face des forces conservatrices qui soutiendront de Gaulle. Ainsi de nouvelles structures politiques pourraient être données à notre pays, qui sera alors gouverné, comme dans toutes les grandes démocraties, tantôt par les « modernes », tantôt par les « anciens ». Il est beaucoup plus important de réussir cela que d'être élu président dans la confusion ».

UN « PARTI DEMOCRATE » POUR LA FRANCE

Ces dernières phrases éclairent les précédentes. Defferre sait qu'il part battu. Mais, en face du « parti républicain », l'U.N.R., il veut bâtir le « parti démocrate » autour de la SFIO. A cette perspective, la « Convention des institutions républicaines » (rassemblant ces clubs qui se parent de noms pris dans les annales de la Révolution française comme les anciens sorciers africains de crinières de lion et de plumes d'aigle) a répondu favorablement le 26 avril, en se ralliant à la candidature Defferre et en appelant à la formation d'une « fédération des forces démocratiques à vocation socialiste ».

C'est là une certaine manière de tirer la leçon des « municipales », celle qui consiste à penser que la victoire du « centrisme » appelle la victoire d'un parti et d'une candidature du centre. Vieille illusion, mais d'autant plus irréaliste aujourd'hui qu'il n'y a pas un centre mais plusieurs. Le même jour, une autre « convention », la « nationale libérale », désignait son candidat à la présidence, Pierre Marilhac, en tant qu'homme de « centre droit ». M.R.P. et radicaux n'ont pas, de leur côté, dit leur dernier mot. Quant à Defferre, il a proclamé : « Je suis plus près du « centre gauche » depuis que j'ai démontré par des actes que j'acceptais les risques que comporte le refus de traiter avec le parti communiste tout en combattant violemment l'UNR ».

Une nouvelle fois, Defferre engage son parti et tente de forcer sa décision. Profondément perturbée par son

incohérence électorale, la SFIO placée entre les deux sollicitations du front populaire avec le PCF ou de la « gauche non communiste » penche de plus en plus dans cette dernière direction. Cela était déjà sensible dès sa conférence d'information du 4 avril. Le poids au sein de ce parti de l'aile bourgeoise technocratique tend à l'emporter sur celui de l'aile traditionnelle des vieux réformistes.

LE VIETNAM TROUBLE LES « NON-COMMUNISTES »

Pour l'instant, la perspective du front de classe demeure donc fermée, et il est probable qu'elle ne se réalisera plus sous sa forme ancienne. Mais certains signes montrent que l'opération « centre gauche » ou « parti démocrate » rencontre des résistances et que celles-ci vont grandissant. Du sein même de la convention des clubs, une voix, celle de Claude Estier, s'est élevée contre l'anticommunisme de Defferre. Le PSU, sans lequel le regroupement de la gauche serait boiteux, est retenu de s'y engager et par l'opposition d'une partie de sa base et par les craintes de sa direction elle-même de se voir emportée au delà de ses intentions, du « non-communisme » à l'anticommunisme.

Contre l'intention première de Defferre, tous ces gens parlent de la nécessité du programme ; et Defferre doit s'incliner. Mais la difficulté commence au moment de son élaboration. Et si programme il y a, pourquoi refuser de le discuter avec le PCF ?

On en était là quand de Gaulle prit la parole, le 27 avril. Il ne dit pas un mot touchant directement à l'élection présidentielle, et ne parla que de politique étrangère. Quand il eut achevé, pourtant, on peut dire qu'il avait porté à la candidature de Defferre un coup plus sévère encore que ne l'avait été l'opération de Marseille.

A l'heure où l'agression américaine contre la révolution vietnamienne dresse les travailleurs du monde entier dans la haine des assassins de Washington ; à l'heure où ceux-ci tentent d'entraîner leurs « alliés » dans cette répugnante politique de génocide, la démagogie gaulliste sur l'indépendance nationale et la manifestation de sa « réprobation » de l'aventure asiatique touchait le point faible de la « gauche atlantique ».

Le coup fut immédiatement accusé. Jean Daniel, dans l'éditorial du *Nouvel Observateur*, a eu cette remarque tragi-comique que « cette affreuse guerre du Vietnam... fait décidément trop bien l'affaire du Général » et a regretté que Defferre soit resté muet à son sujet.

Mais Defferre est d'accord, comme Wilson, avec les brigands impérialistes de la Maison Blanche. Et si la gauche respectueuse veut changer de politique, elle doit en même temps changer de candidat.

On y songe sans doute. Et sans doute n'est-ce pas un hasard si, dans le même numéro du même hebdomadaire, on met en vedette Mendès-France et sa critique de la politique économique de de Gaulle, faite au nom de ce que « la classe ouvrière attend impatiemment » (sic).

Le programme cependant ne pourra être limité aux thèmes vagues qui ne font pas de vagues. Une curieuse conséquence de la politique gaulliste, c'est qu'il est impossible de la contrer efficacement avec des mots d'ordre faux. Daniel a beau écrire que le dilemme « indépendance ou atlantisme » est un faux dilemme, il n'empêche que de Gaulle ne peut être battu sur ce terrain que par un anti-impérialisme conséquent. J. Daniel découvre que « les regroupements dont on parle tant

devraient se faire aussi et peut-être surtout sur les thèmes de la politique étrangère » ? Effectivement, à l'heure où l'impérialisme yankee avoue que son objectif essentiel au Vietnam est de donner un coup d'arrêt mondial au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes par la révolution, les problèmes intérieurs de chaque pays sont destinés à diminuer d'importance relative et à se subordonner à la politique internationale. Les maniaques du tant pour cent d'augmentation du revenu national de leur petite province vont-ils s'apercevoir que le réalisme exige aujourd'hui un champ optique moins étroit ?

Espérons que la découverte de Daniel sera partagée, et que le PSU, par exemple, cessera de refuser à sa gauche, comme il le fait depuis plusieurs années, le mot d'ordre de retrait de la France de l'OTAN. Des manifestations de masses qui regrouperaient toutes les tendances du mouvement ouvrier français contre la guerre du Vietnam démasqueraient immédiatement la duplicité gaulliste. Hélas ! les chances sont minces de voir cela se réaliser bientôt.

UN CANDIDAT UNIQUE POUR L'OPPOSITION SOCIALISTE

Pour en finir avec Defferre et sa politique atlantique, pour mettre en avant une véritable candidature unique de la « gauche socialiste », une initiative a été prise par des intellectuels : l'appel qui porte déjà, pour simplifier, le nom de Jean Vilar, et a reçu l'appui de la Ligue des droits de l'homme puis du PSU. Il s'adresse autant au PCF qu'aux « non-conformistes », mais n'est qu'un cadre vide. Il n'a jusqu'ici rencontré que peu d'échos. Pour être l'origine d'un mouvement de masse qui impose démocratiquement programme et candidat, il faudrait qu'il soit porté par plusieurs formations ouvrières, et d'abord par le PCF ; qu'il donne naissance à d'innombrables comités de base ; en bref que les manœuvres d'appareils cèdent le pas à l'initiative des travailleurs.

Cet appel ramène, comme toutes les discussions qui remuent la gauche, au problème de l'évolution du PCF. L'espoir né avec la disparition du vieux stalinien Thorez tend à s'éloigner avec la mise au pas bureaucratique des étudiants communistes. Devant l'échec de l'élection présidentielle, le PCF est attentiste. Bien entendu, l'accord de la « petite gauche » sur un candidat du type Defferre justifierait une candidature propre du PCF. Mais, inversement, il n'y aura pas de candidature unique de l'opposition socialiste si le PCF n'en accepte pas le principe et ne répond pas aux initiatives par des initiatives.

Aux préalables explicites mis par les « non-communistes » à la négociation avec le PCF, celui-ci oppose son immobilité de masse. Tous les hommes et les groupes, qui ne sont pas aveuglés de sectarisme et savent qu'il ne peut y avoir aucun succès sans front unique de classe, sont cependant prêts à saisir tout signe de mouvement du PCF.

C'est donc encore et toujours sur les militants communistes que repose la responsabilité de secouer la sclérose qui paralyse tout le mouvement ouvrier français devant les échéances, dont l'élection présidentielle n'est que la première. La déstalinisation réelle, se manifestant en termes d'action politique, est la condition du redressement pour tout le mouvement ouvrier dans ce pays.

M. DERVAL.

DRESSER LE FRONT ANTI-IMPERIALISTE

(Suite de la première page)

Le plus grand atout qui se trouve jusqu'à présent dans les mains de l'impérialisme américain est constitué par le différend entre les Etats soviétique et chinois. Washington mise sur une très faible intervention matérielle soviétique en faveur du Vietnam combinée à une faiblesse des Chinois sur le plan où les Etats-Unis poursuivent la guerre (bombardements aériens massifs). La prudence chinoise est réelle, et s'explique vraisemblablement par la crainte de n'avoir pas l'appui des Soviétiques pour le cas où les Etats-Unis

s'attaqueraient à eux de façon limitée. Récemment, dans une interview, Chou En-Lai faisait entrevoir le raisonnement de son gouvernement :

« Si les Etats-Unis se bornent à essayer de faire peur aux gens, certains se laisseront intimider et d'autres pas. On assistera alors à un désaccord et même un très grand désaccord entre les deux [URSS et Chine]. Mais si les Etats-Unis ne se bornent pas seulement aux intimidations et veulent vraiment provoquer un conflit élargi, alors les peuples chinois et soviétique feront leur unité. »

Ce raisonnement est loin d'être erroné. Moscou est loin de parler sur le Vietnam comme il l'a fait pour Suez, le Liban, Chypre... Mais il n'est pas besoin d'attendre que le conflit se soit élargi pour s'efforcer d'éviter un « très grand désaccord » et qui sait s'il ne sera pas alors trop tard pour forcer l'impérialisme à stopper. Qui peut être certain de définir avec précision le moment où les Etats-Unis sortiront de l'intimidation pour passer au conflit élargi ? De ce point de vue, la politique chinoise dans la dernière période a été tout à fait à l'encontre des nécessités. La dénonciation des hésitations et insuffisances soviétiques n'était pas la politique que devait suivre le gouvernement

chinois, il aurait dû se saisir de quelques propos du gouvernement soviétique pour lui adresser des propositions claires, pour que soient faites des déclarations solennelles communes, que soient prises des initiatives communes en faveur du peuple vietnamien. Il eut été très difficile au gouvernement soviétique de se dérober devant de telles propositions. Est-il besoin d'ajouter que nous parlons d'accords entre Etats pour défendre la révolution vietnamienne et qu'il n'est pour nous nullement question d'une mise au rancart des divergences politiques qui affectent le mouvement communiste international.

Pour tout révolutionnaire, et plus particulièrement pour les militants communistes, le devoir est clair :

● Faire le maximum pour éclairer les masses et les mobiliser contre l'impérialisme américain dans des manifestations susceptibles de faire réfléchir celui-ci sur les dangers qui peuvent résulter de son escalade.

● Exercer une pression puissante sur les gouvernements soviétique et chinois pour qu'ils adoptent une attitude commune manifestée dans des déclarations et des actions communes.

Pierre FRANK.